



POINT DE VUE

Une commune doit-elle retirer une croix latine d'un ouvrage public représentant l'emblème de la ville ?

Note sous TA de Nîmes, n°, 0622445, 10 juillet 2007, M. Serge A.

Par **Sébastien Lherbier-Levy**

En 2005, le conseil municipal de la commune de Sorgues (Vaucluse) a décidé l'aménagement d'un rond-point en y réalisant un pont à trois arches surmonté d'une croix, emblème de la ville.

Un contribuable local a alors estimé que la réalisation de cet ouvrage portait atteinte aux dispositions des articles 1^{er} et 28 de la loi du 9 décembre 1905 interdisant les emblèmes religieux sur les monuments et emplacements publics.

Le 2 février 2006, il a demandé au maire de supprimer la croix surmontant l'ouvrage. Un refus de la part du maire a été formalisé le 13 février 2006. Ce contribuable a alors introduit un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Marseille.

Disons tout d'abord quelques mots de la procédure.

Suite à la création du Tribunal administratif de Nîmes¹, la Tribunal de Marseille a transmis la requête à cette nouvelle juridiction, désormais territorialement compétente.

Examinant la recevabilité du recours, le Tribunal a d'une part estimé qu'en demandant de déclarer illégale l'apposition de cette croix sur un ouvrage public, tout en joignant la décision de refus du maire, et dans son mémoire complémentaire de déclarer illégale la décision à l'origine de l'édification de la croix et d'en d'ordonner la dépose, le requérant devait être regardé comme demandant l'annulation du refus qui a été opposé à sa demande du 2 février 2006.

En effet, le requérant, dans ses écritures, n'a pas clairement demandé au juge administratif l'annulation de la décision du maire du 13 février 2006. Le recours pour excès de pouvoir s'analysant comme un procès fait à un acte administratif, il est nécessaire que la requête soit expressément dirigée contre lui.

D'autre part, le Tribunal n'a pas eu d'autre choix que de déclarer irrecevables les conclusions présentées par le requérant, souhaitant qu'il déclare illégale la représentation du même emblème sur des vasques de fleurs disposées sur le territoire de la commune.

A défaut d'avoir rapporté la preuve de ce qu'il avait préalablement saisi le maire de Sorgues d'une demande tendant à leur retrait, le juge administratif n'était pas en mesure sur se prononcer sur ce point.

Au fond, le requérant soulevait deux moyens.

Le requérant soutenait d'une part que le maire a pris la décision de conclure le marché relatif à l'ouvrage litigieux, sans respecter ses obligations d'information et de transparence lui imposant de rendre compte de ses actions devant le conseil municipal. Ce moyen n'a pas longtemps retenu le Tribunal dans la mesure où celui-ci manquait en fait.

D'autre part, pour convaincre les juges, le requérant se fondait sur l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 qui précise : « *Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux*

¹ Décret n° 2006-903 du 19 juillet 2006 portant création d'un tribunal administratif à Nîmes et modifiant le Code de justice administrative, J.O. n° 167 du 21 juillet 2006, p. 10946 texte n° 17.

sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions. ». Par ailleurs, il s'appuyait également sur les dispositions de l'article 1^{er} de la constitution du 4 octobre 1958².

Il ressort de ces dispositions que l'apposition d'un emblème religieux sur un édifice public, postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 1905, méconnaît la liberté de conscience, assurée à tous les citoyens par la République, et la neutralité du service public à l'égard des cultes quels qu'ils soient.

Jusqu'à présent, les juridictions administratives ont fait application des dispositions de l'article 28 de la loi de 1905 et reconnu la notion d' emblème religieux, notamment dans les cas suivants :

- En 1999, la Cour administrative d'appel de Nantes³, à propos qu'un crucifix en plâtre installé depuis 1945 au secrétariat d'une commune puis à partir de 1987 accroché au mur de la salle du conseil municipal et de célébration des mariages, a retenu que l'apposition de ce symbole de la religion chrétienne dans cet édifice public a méconnu les dispositions précitées de la loi du 9 décembre 1905 ;
- De même, le tribunal administratif de Besançon s'est opposé à ce que le conseil municipal de cette ville finance, dans le cadre des travaux de restauration des toitures de l'Hôtel Granvelle, l'apposition d'une croix sur le dôme qui surmonte la tour principale, au motif que cette opération correspondait à l'apposition directe et immédiate d'un objet culturel.⁴

Toutefois, dans un certain nombre d'autres cas, le juge administratif n'a pas reconnu le caractère d'emblème religieux.

Ainsi, la Cour administrative d'appel de Nantes, appelée à statuer en 1999 sur le caractère prétendument religieux du logotype du département de la Vendée et apposé sur le fronton des collèges publics a retenu : *« qu'en admettant même que chacun de ses éléments puisse être dissocié et représenter un motif religieux, ce logotype, qui n'a pas été réalisé dans un but de manifestation religieuse, ni n'a eu pour objet de promouvoir une religion, a pour unique fonction d'identifier, par des repères historiques et un graphisme stylisé, l'action du Département de la Vendée ; que, dès lors, ce logotype ne peut être regardé comme un "emblème religieux" au sens des dispositions précitées de l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 ».*⁵

En 2001, la même juridiction conduite à statuer sur « les suites » de l'affaire du crucifix en plâtre installé dans une mairie⁶, a constaté que la commune avait bien décroché le crucifix apposé sur un mur de la salle du conseil municipal pour considéré qu'elle l'avait déposé dans une vitrine placée dans la même salle aux côtés d'autres objets ayant marqué la vie de la commune. La Cour a alors conclu qu'un objet de culte peut être conservé, au titre du patrimoine historique d'une commune dans une vitrine d'exposition, même si celui-ci est placé à l'intérieur d'une salle ouverte au public.⁷

Dans une troisième affaire, le Tribunal administratif de Besançon a exclu que les dispositions de l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 puissent s'appliquer dans le cas où des travaux de rénovation du bâtiment de l'annexe de la mairie de Besançon, construit en 1849 par les Petites soeurs des pauvres et acquis en 1971 par la ville, qui a notamment entraîné le remplacement du mur d'enceinte

² "La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée."

³ CAA Nantes, n°98NT00207, 4 février 1999, Association civique Joué Langueurs et autres

⁴ TA Besançon, n° 97-0044, 20 décembre 2001, Christian G. c/ Ville de Besançon.

⁵ CAA Nantes, n°98NT00357, 11 mars 1999, Association "Une Vendée pour tous les vendéens", Revue française de droit administratif 2000 n° 5 page 1079.

⁶ CAA Nantes, n°98NT00207, 4 février 1999, Association civique Joué Langueurs et autres

⁷ CAA Nantes, n° 00NT01993, 12 avril 2001, G.

par une grille et mis en évidence un crucifix en pierre et deux inscriptions dédiée l'une à "Jésus-Marie-Joseph", l'autre aux "Petites soeurs des pauvres", se sont inscrits dans le cadre de la réhabilitation d'un patrimoine existant. Ce jugement a été confirmé en appel, par adoption de motifs des premiers juges⁸.

S'agissant du litige soumis au TA de Nîmes, objet de nos propos, pour considérer que la croix litigieuse ne pouvait être regardée comme un "emblème religieux", le Tribunal a procédé en deux temps.

Il a tout d'abord retenu que l'ouvrage implanté sur le giratoire ne correspond pas à la transposition directe et immédiate d'une scène ou d'un objet du rituel d'une quelconque religion, pour estimer ensuite qu'en admettant même que chacun des éléments de l'ouvrage puisse être dissocié et représenter pour certains un motif religieux, l'apposition de la croix, qui n'a pas été réalisée dans un but de manifestation religieuse ni eu pour objet de promouvoir une religion, avait pour unique fonction, par des repères historiques, d'identifier la commune par la représentation de son blason.

Seule la présence de la croix, surmontant le pont à trois arches, emblème de la ville, était contestée par le requérant.

A priori, la croix peut apparaître comme un emblème religieux. En l'espèce, cette croix semble effectivement constituer un emblème chrétien dans la mesure où elle a la forme d'une croix latine, c'est à dire qu'elle est constituée de quatre branches, dont la branche inférieure est plus longue que les trois autres et évoque ainsi la crucifixion.

Pour autant, la seule présence de ce symbole chrétien sur le blason de la ville était-elle de nature à contrevenir aux dispositions de l'article 28 de la loi de 1905 ?

La réponse négative apportée à cette question par le Tribunal mérite, à notre sens, d'être approuvée pour deux raisons.

En premier lieu, les éléments composant le blason litigieux ont incontestablement une origine historique, la ville étant située dans les enclaves papales que constituaient le comtat Venaissin annexé par le Saint-Siège en 1724. Réuni à la couronne en 1271, cédé trois ans plus tard au pape Grégoire X, il est resté sous l'autorité pontificale jusqu'en 1791, date de son rattachement à la France.

En second lieu, l'article 28 de la loi de 1905 ne va pas jusqu'à imposer à une commune de faire disparaître de son blason un symbole chrétien dans la mesure où il ne saurait être reproché à celle-ci d'avoir ainsi voulu mettre en valeur la religion chrétienne.

⁸ CAA Nancy, n° 02NC00147, 3 juin 2004, M. Christian G.

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE NÎMES**

N°0622445

M. Serge A.

**M. Antolini
Rapporteur**

**M. Firmin
Commissaire du gouvernement**

**Audience du 6 juillet 2007
Lecture du 10 juillet 2007**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Nîmes

(1ère Chambre)

Vu l'ordonnance en date du 23 octobre 2006 par laquelle le président du Tribunal administratif de Marseille transmet au tribunal administratif de Nîmes la requête n° 0622445 ;

Vu la requête, enregistrée le 11 avril 2006, présentée par M. Serge A., demeurant (...) Sorgues (84700) ; M. A. demande au tribunal d'annuler la décision en date du 13 février 2006 par laquelle la commune de Sorgues a refusé de faire droit à sa demande tendant au retrait d'une croix apposée sur un édifice implanté sur le giratoire Louis Métrat RD6 ; M. A. soutient que par décision du 27 septembre 2005 la création d'un espace vert était prévue pour le giratoire RD-6 Louis Métrat ; qu'au lieu de cet espace vert, c'est une construction qui a vu le jour représentant un pont surmonté d'une croix ; que l'apposition d'une telle croix est contraire aux articles 1^{er} et 28 de la loi du 9 décembre 1905 interdisant les emblèmes religieux sur les monuments et emplacements publics ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 9 juin 2006, pour la commune de Sorgues, représentée par Me Gouzy-Revillot, Avocat, qui conclut au rejet de la requête en faisant valoir que cette construction, qui représente un pont à trois arches surmonté d'une croix, est l'emblème de la ville de Sorgues, la commune étant située dans les enclaves papales que constituaient le comtat Venaissin ; que dès lors, cet édifice doit être regardé comme le symbole du passé historique de la commune et non comme un emblème religieux ;

Vu le mémoire en réplique, enregistré le 17 juillet 2006, présenté par M. A. et tendant aux mêmes fins que sa requête ; M. A. demande en outre que soient déclarées illégales, sur l'ensemble du territoire de Sorgues, les vasques florales à l'effigie des armoiries de la commune qui sont également représentées par un pont à trois arches surmonté d'une croix ; il soutient que la décision contestée viole l'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958 pour méconnaître le principe de laïcité ; qu'elle viole en outre l'article L.2122-22 alinéa 4 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le mémoire en duplique, enregistré le 16 octobre 2006, pour la commune de Sorgues, qui fait valoir que la croix litigieuse n'est pas dissociable du pont puisque l'intégralité de l'ouvrage est la reproduction des armoiries de la ville ; qu'il est constant que nombre de blasons de communes comportent des croix ou des signes religieux ; que concernant la décision en litige, le projet de construction a fait l'objet d'un avis favorable de la « commission patrimoine neuf et ancien » ; que lors du rapport au conseil municipal du projet aucune contestation n'a été émise ;

Vu, enregistré après clôture le 5 juillet 2007, le mémoire récapitulatif présenté pour la commune de Sorgues qui conclut aux mêmes fins que ses précédentes écritures ;

Vu la décision attaquée, ensemble les autres pièces du dossier ;

Vu la Constitution du 4 octobre 1958 ;

Vu la loi du 9 décembre 1905 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 6 juillet 2007 ;

- le rapport de M. Antolini ;

- les observations de M. A., celles de Me Blanc pour la commune de Sorgues ;

- et les conclusions de M. Firmin, commissaire du gouvernement ;

Sur la recevabilité des conclusions de la requête :

Considérant que par une décision du 13 février 2006 le maire de Sorgues a rejeté la demande présentée par M. A. le 2 février 2006 en vue d'obtenir la suppression d'une croix surmontant le pont à trois arches implanté au giratoire Louis Métrat sur la route départementale n° 6, dite route de Vedène à Sorgues ; qu'en demandant au tribunal, dans sa requête introductive d'instance, de déclarer illégale l'apposition de cette croix sur un ouvrage public, tout en joignant la décision sus-mentionnée du 13 février 2006, et dans son mémoire complémentaire de déclarer illégale la décision à l'origine de l'édification de la croix et d'en d'ordonner la dépose ; M. A. doit être regardé comme demandant l'annulation du refus qui a été opposé à sa demande du 2 février 2006 ; que ces conclusions en excès de pouvoir sont par suite recevables ;

Considérant en revanche qu'aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative « sauf en matières de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, (...) » ; que si dans ses dernières écritures, M. A. soutient que des vasques de fleurs, ornées d'un pont à trois arches surmonté d'une croix, seraient également présentes sur le territoire de la commune et demande que ces emblèmes soient déclarés illégaux, il ne justifie pas, malgré la mise en demeure dont il a accusé réception le 8 juin 2007, avoir préalablement saisi le maire de Sorgues d'une demande tendant à leur retrait ; que dès lors qu'il n'appartient pas à la juridiction administrative d'accueillir des déclarations de droits, ces dernières conclusions doivent être regardées comme irrecevables ;

Sur la légalité de la décision du 13 février 2006 :

Considérant que si M. A. soutient qu'en violation des dispositions combinées des articles L.2122-22 et L.2122-23 du code général des collectivités territoriales, le maire a pris la décision de conclure le marché relatif à l'aménagement du giratoire Louis Métrat, sans respecter ses obligations d'information et de transparence lui imposant de rendre compte de ses actions devant le conseil municipal ; il ressort des pièces du dossier que, contrairement à ce qu'il allègue, il a bien été rendu compte par le maire au conseil municipal de la décision municipale concernant le marché public en cause, lors de la séance du conseil municipal du 20 octobre 2005 et qu'un rapport de la commission

du patrimoine neuf et ancien, voirie, réseaux divers, cadre de vie, du 30 mars 2005 mentionnait bien des travaux autres que le simple aménagement d'un espace vert conformément aux obligations de transparence et d'information issues de l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales ; que ce moyen qui manque en fait ne peut dès lors qu'être rejeté ; qu'à supposer même que M. A. ait entendu également par ce moyen contester, par la voie de l'exception, la légalité des actes pris préalablement à la réalisation de l'ouvrage qu'il conteste, les irrégularités dont ils seraient entachés, à les supposer même établies sont sans incidence sur la légalité de la décision de refus qui lui a été opposée, de procéder au retrait de la croix apposée sur le dit ouvrage ;

Considérant qu'aux termes de l'article 1^{er} de la constitution du 4 octobre 1958 "La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée." que l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 dispose : « Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions. » ;

Considérant qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que l'ouvrage implanté sur le giratoire Louis Métrat, route départementale de Vedène à Sorgues, correspondrait à la transposition directe et immédiate d'une scène ou d'un objet du rituel d'une quelconque religion ; qu'en admettant même que chacun de ses éléments puisse être dissocié et représenter pour certains un motif religieux, l'apposition de la croix, qui n'a pas été réalisée dans un but de manifestation religieuse ni eu pour objet de promouvoir une religion, a pour unique fonction, par des repères historiques, d'identifier la commune par la représentation de son blason ; que, dès lors, la dite croix ne saurait être regardée comme un "emblème religieux" au sens des dispositions précitées de l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 ni méconnaître le principe de laïcité posé par l'article sus énoncé de la constitution ; que, par suite, M. A. n'est pas fondé à soutenir qu'en autorisant une telle construction, le maire de la commune de Sorgues aurait méconnu les principes de neutralité et de laïcité garantis par les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 et l'article 1^{er} de la Constitution du 4 octobre 1958;

DECIDE :

Article 1er : la requête de M. A. est rejetée.

Article 2: Le présent jugement sera notifié à M. Serge A. et à la commune de Sorgues.